

Clause de confidentialité pour le Système de gestion des plaintes et des consultations

Conformément à la réglementation en matière de protection des données, nous vous informons que le responsable du traitement de vos données personnelles est Polyedra Fine Papers Distribution France, S.A.S., titulaire du code d'identification fiscale FR 92 335 091 021 et dont le siège est sis à Centre d'affaires La Boursidière, rue de la Boursidière, Bâtiment E, 92357 Le Plessis Robinson. La finalité du traitement est de recevoir des plaintes ou des consultations, déterminer la pertinence ou non d'ouvrir une enquête sur les faits signalés, protéger l'informateur contre des représailles et adopter, le cas échéant, les mesures correctives appropriées et/ou engager une action en justice contre les personnes signalées et/ou des tiers, ainsi que de garantir le bon fonctionnement du modèle de prévention et de contrôle et de défendre les intérêts de l'entreprise. Vous pouvez exercer vos droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation ou de portabilité en envoyant un courrier électronique à privacy.polyedra@polyedra.com sous la référence « Protection des données ». Vous pouvez trouver plus d'informations sur le traitement de vos données personnelles sur le **lien suivant**.

Politique de protection des données du système de gestion des plaintes et des consultations

Conformément aux dispositions du règlement (UE) 2016/679, du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de leurs données à caractère personnel (RGPD), de la Loi organique 3/2018, du 5 décembre 2018, sur la protection des données à caractère personnel et la garantie des droits numériques (LOPDGDN), et de la Loi 2/2023, du 20 février 2023, réglementant la protection des personnes qui signalent des violations de la réglementation et la lutte contre la corruption (Loi sur la protection des informateurs), ainsi que les dispositions de toute autre réglementation applicable en matière de protection des données, nous expliquons ci-dessous comment nous traitons les données à caractère personnel fournies par le biais du système de gestion des plaintes et des consultations.

Le système de gestion des plaintes et des consultations dispose des mesures nécessaires pour garantir et assurer la confidentialité de l'identité et la protection de l'informateur et de tout tiers mentionné dans la communication, en empêchant les personnes non autorisées d'accéder aux informations.

1. Responsable du traitement

Vos données personnelles seront traitées par Polyedra Fine Papers Distribution France, S.A.S., titulaire du code d'identification fiscale FR 92 335 091 021 et dont le siège est sis à Centre d'affaires La Boursidière, rue de la Boursidière, Bâtiment E, 92357 Le Plessis Robinson.

Au cas où les informations fournies concerneraient l'une des entreprises faisant partie de Polyedra, nous pourrions communiquer vos données à cette entité afin de mettre en œuvre les procédures appropriées en rapport avec la plainte ou la consultation. Pour en savoir plus sur les entreprises faisant partie de Polyedra, cliquez [ici](#).

2. Finalités

En fonction du traitement effectué, les données à caractère personnel peuvent être traitées aux fins suivantes :

Clausule de confidentialité pour le Système de gestion de plaintes et des consultations

Finalité	Description de la finalité et base de la légitimité
Répondre aux consultations	Nous traiterons les données pour répondre aux consultations relatives au fonctionnement et à la gestion du système de gestion des plaintes et des consultations et/ou du modèle de prévention et de contrôle. Base de la légitimité : intérêt légitime.
Réception et traitement des plaintes et des consultations	Nous traiterons les données dans le but de recevoir des plaintes et des consultations et de déterminer la pertinence ou non d'ouvrir une enquête sur les faits signalés, ainsi que de mener l'enquête correspondante sur les faits signalés ou faisant l'objet de la consultation, de protéger l'informateur contre les représailles et adopter, si nécessaire, les mesures correctives appropriées et/ou engager, le cas échéant, une action en justice contre les personnes signalées et/ou des tiers. Au cas où la plainte serait communiquée verbalement, nous vous informons que nous sommes obligés de documenter cette plainte de l'une des manières suivantes, selon votre choix : a) par un enregistrement de la conversation dans un format sécurisé, durable et accessible ; ou b) par une transcription complète et exacte de la conversation par le personnel chargé de traiter la conversation. Dans le cas où la conversation serait transcrite, vous aurez la possibilité de vérifier, de rectifier et d'accepter par signature la transcription de la conversation. Base de la légitimité : obligation légale (sujets obligés du secteur privé) / intérêt public (sujets non obligés du secteur privé)
Garantir le bon fonctionnement du système de gestion des plaintes et des consultations et du modèle de prévention et de contrôle, et conserver des preuves pour la défense de Polyedra	Nous pouvons conserver vos données pour garantir le bon fonctionnement de notre système de gestion des plaintes et des consultations, de notre modèle de prévention et de contrôle et/ou pour conserver des preuves pour la défense de l'entreprise. Base de la légitimité : intérêt légitime et obligation légale

3. Type de données personnelles pouvant être traitées

Que vous nous fournissiez vos données personnelles directement ou à un tiers, nous traiterons les données personnelles suivantes :

<i>Types de personnes concernées</i>	<i>Catégories de données</i>
Consultant	Données d'identification du consultant, coordonnées, données relatives à l'emploi, données financières et autres données associées à la consultation, preuves.
Informateur nominatif	Données d'identification, coordonnées, détails des faits jugés pertinents, preuves et voix.
Informateur anonyme (L'informateur peut fournir les données suivantes ou n'en fournir aucune)	Pseudonyme, coordonnées, preuves, voix.
Personne signalée	Données d'identification, données associées au comportement signalé, preuves.
Témoin	Données d'identification, coordonnées, données associées au comportement signalé, preuves.
Tiers	Données d'identification, coordonnées, données associées au comportement signalé, preuves.

Au cours du traitement de la communication que vous auriez envoyée, il peut vous être demandé de clarifier les informations communiquées ou de fournir des informations complémentaires.

4. Base de la légitimité

Nous traiterons vos données conformément à une ou plusieurs des bases de légitimité suivantes, énoncées ci-dessus :

Base de la légitimité	Description
Exécution d'un contrat	Nous traiterons vos données si cela est nécessaire à l'exécution d'un contrat, afin de remplir les obligations prévues dans le contrat.
Obligation légale	Nous pouvons également traiter vos données à caractère personnel lorsque la loi nous y oblige.
Intérêt public	Nous pouvons également être amenés à traiter vos données pour l'exécution d'une tâche effectuée dans l'intérêt public ou dans l'exercice de l'autorité publique qui nous aurait été dévolue.
Intérêt légitime	Il se peut que nous traitions vos données lorsque cela est nécessaire à la poursuite d'intérêts légitimes prépondérants que nous avons en tant que responsable du traitement des données. Pour plus d'informations sur la pondération des intérêts légitimes dans chaque cas, veuillez contacter privacy.polyedra@polyedra.com

5. Communication des données

À titre général, vos données personnelles resteront confidentielles et ne seront pas communiquées aux personnes auxquelles se réfèrent les faits rapportés ni à des tiers.

Toutefois, vos données personnelles pourront être communiquées aux prestataires de services externes que nous avons chargés de recevoir les informations du canal et, le cas échéant, de gérer et d'effectuer les enquêtes nécessaires, qui traiteront les données en leur qualité de responsable du traitement et, en aucun cas, ne traiteront les données à des fins propres.

De même, elles pourront être communiquées aux forces de police et de sécurité, aux juges ou aux tribunaux, ainsi qu'à tout autre organisme compétent lorsque cela s'avère nécessaire aux termes de la législation en vigueur.

S'il existe des indices que les faits signalés sont susceptibles de constituer un délit, il est obligatoire d'en informer immédiatement le ministère public. Si les faits dénoncés sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne, dans ce cas, ils doivent être transmis au Parquet européen.

6. Transferts internationaux de données

Vos données personnelles pourraient être traitées en dehors de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.

Dans ce cas, Polyedra veillera à ce que ce traitement de données soit toujours protégé par des garanties appropriées, qui peuvent inclure :

- **Clauses types approuvées par l'UE** : il s'agit de contrats approuvés par le régulateur européen, qui fournissent des garanties suffisantes pour assurer que le traitement est conforme aux exigences établies par le Règlement européen sur la protection des données.
- **Certifications de tierces parties** : il s'agit d'un accord-cadre entre l'UE et un État tiers établissant un cadre normalisé pour le traitement des données conformément aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

7. Durée du traitement

- **Consultations**

Dans le cas de consultations, les données personnelles seront conservées pendant le temps nécessaire pour résoudre le doute ou la question soulevée et pour fournir la réponse à l'intéressé. Une fois expirée la période de conservation correspondante, les données pourront être dûment bloquées et conservées afin de prouver le respect du modèle de prévention et de contrôle de Polyedra et, le cas échéant, de se conformer aux obligations légales. Une fois ce délai expiré, les données seront définitivement supprimées.

- **Plaintes**

Les données à caractère personnel seront conservées dans le canal des plaintes du système de gestion des plaintes uniquement pendant le temps nécessaire pour déterminer la pertinence ou non d'ouvrir une enquête sur les faits signalés et, en tout état de cause, pendant une période maximale de trois (3) mois à compter de la date d'envoi de l'accusé de réception ou, si nous n'avons pas accusé réception, pendant une période maximale de trois (3) mois à compter de sept jours après l'envoi de la plainte.

Si, trois (3) mois après la réception de la plainte, aucune enquête n'a été ouverte, les données sont supprimées du système de gestion des plaintes, à moins qu'elles ne soient conservées à titre de preuve du bon fonctionnement du système, auquel cas elles sont rendues anonymes, sans que l'obligation de les bloquer prévue par la LOPDGDN ne soit applicable.

Dans le cas de plaintes admises au traitement, elles sont conservées dans le système de gestion des plaintes pendant la durée de l'enquête et, en général, jusqu'à une période maximale de dix (10) ans. Toutefois, nous pouvons prolonger cette durée maximale de conservation dans les cas suivants

1. Afin de garantir le bon fonctionnement de notre modèle de prévention et de contrôle, conformément aux dispositions de l'article 31 bis du Code pénal, en tenant compte du délai de prescription des délits conformément aux dispositions du Code pénal.
2. Lorsque l'acte dénoncé est constitutif d'un délit ou d'une infraction administrative, pendant le délai de prescription des délits prévu par le code pénal et, dans le cas de sanctions administratives, conformément au délai prévu par les lois applicables à chaque cas.

Une fois expiré le délai de conservation correspondant, elles seront définitivement détruites.

En outre, nous vous informons que, dans certains cas, nous supprimerons immédiatement les données à caractère personnel, sans être obligés de les bloquer :

- S'il est établi que les informations fournies ou une partie de celles-ci ne sont pas véridiques, à moins que le manque de véracité ne constitue un délit

pénal, auquel cas les données seront conservées pendant la durée nécessaire à la procédure judiciaire.

- Si les données personnelles communiquées ne sont pas nécessaires à la connaissance et à l'investigation des actions ou omissions relevant du champ d'application de ce canal de plaintes, y compris les catégories spéciales de données. Dans ce dernier cas, les données sont immédiatement supprimées, sans être enregistrées ni traitées.

8. Exercice des droits

Le titulaire des données personnelles peut à tout moment exercer gratuitement ses droits en matière de protection des données (y compris le retrait du consentement accordé) d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité et de limitation en s'adressant par écrit à privacy.polyedra@polyedra.com sous la référence « Protection des données ».

Au cas où nous aurions des doutes sur votre identité, c'est-à-dire sur le fait que c'est vous qui exercez le droit à la protection des données correspondant, nous pouvons demander une copie de votre carte d'identité ou d'un document équivalent prouvant votre identité et, une fois votre identité vérifiée, exécuter votre demande d'exercice de vos droits.

Toutefois, si la personne concernée exerce son droit d'opposition au traitement de ses données à caractère personnel, il sera présumé, jusqu'à preuve du contraire, qu'il existe des motifs légitimes impérieux de continuer à traiter ses données à caractère personnel.

Si vous avez des questions ou des plaintes concernant la manière dont nous traitons vos données à caractère personnel, vous pouvez nous contacter à la même adresse électronique mentionnée ci-dessus : privacy.polyedra@polyedra.com

En outre, vous pouvez déposer une plainte auprès de l'Agence espagnole de protection des données (www.aepd.es) si vous estimez que nous n'avons pas correctement respecté vos droits.

9. Informations complémentaires

Pour plus d'informations sur la manière d'exercer vos droits en matière de protection des données, veuillez-vous référer à notre politique de confidentialité sur le web qui peut être consultée à l'adresse **adresse suivante**.